Questions orales

ment. Huit ans après qu'on leur ait promis des emplois et encore des emplois, ils attendent encore les perspectives d'emploi, d'éducation et de formation.

Le ministre pourrait-il me dire quand le gouvernement aura quelque chose à offrir aux jeunes Canadiens et quand il cessera de leur tourner le dos?

L'hon. Pierre H. Cadieux (ministre d'État (Condition physique et Sport amateur), ministre d'État (Jeunesse) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre): Monsieur le Président, à l'instar de mon collègue et d'un certain nombre d'autres collègues, j'en suis certain, qui voyagent dans tout le Canada, je rencontre des jeunes Canadiens qui croient en l'avenir, surtout à la perspective d'un Canada uni.

Ce que les jeunes de ce pays veulent, c'est avoir l'assurance que les fondements sont en place pour qu'ils puissent faire face à l'avenir. C'est précisément dans ce sens que nous travaillons.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

M. John Brewin (Victoria): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Au cours de l'été, le gouvernement a fait des dépenses scandaleuses, avec l'appui des libéraux, pour acheter du matériel militaire. Après avoir consacré 4,5 milliards de dollars à l'achat d'hélicoptères devant assurer notre défense en temps de guerre froide, il annonçait en outre vendredi une dépense de plus de 20 millions pour la construction d'un nouveau manège militaire. Pourtant, le gouvernement impose des compressions dans les programmes de formation professionnelle.

Comment le gouvernement explique-t-il ces dépenses inconsidérées aux jeunes Canadiens comme Mike McBride, qui habite ma circonscription, et à tous les autres qui, partout au Canada, ne peuvent pas s'inscrire à ces programmes de formation parce que le gouvernement leur dit qu'il n'a pas d'argent?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, le député aurait intérêt à mieux écouter. Le gouvernement ne dit pas qu'il n'a pas d'argent. Il a augmenté ses dépenses pour la formation des Canadiens. Encore une fois, son parti s'est opposé à cette mesure à la Chambre et a ainsi aidé les libéraux, pendant un an et demi, à empêcher les Canadiens d'obtenir une formation. Nous y sommes parvenus malgré tout. Nous dépensons 3,5 milliards de dollars pour offrir des programmes d'adaptation et de formation aux

Canadiens. Les 800 000 Canadiens qui en profitent savent de quoi nous parlons.

M. John Brewin (Victoria): Monsieur le Président, les Canadiens qui sont en chômage savent qui dit la vérité sur cette question.

Ma question supplémentaire s'adresse au ministre de la Défense nationale. Les événements récents ont montré que ces contrats de défense annoncés cet été par le gouvernement sont une source d'emplois profitable, du moins pour quelques Canadiens. Les anciens fonctionnaires du MDN se font recruter par l'industrie privée de la défense, pour des projets qu'ils ont défendus au sein du ministère.

Le ministre prendra-t-il dès maintenant les moyens qui s'imposent pour rompre ces relations faciles qui compromettent complètement l'intégrité du MDN, quand celui-ci conseille le gouvernement au sujet des hélicoptères ou de toute autre question?

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, je ferais d'abord remarquer au député que le contrat des hélicoptères de 4 milliards de dollars est distribué sur 13 ans, la vie du contrat.

Deuxièmement, le ministère, depuis 1987, a des règlements très stricts concernant les conflits d'intérêts et ils sont appliqués de la façon la plus rigide.

* * *

L'INDUSTRIE MINIÈRE

M. Guy Saint-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. La semaine dernière, le Canada a signé une Entente sur le développement minéral avec la Nouvelle-Écosse, pour plusieurs millions de dollars. Aujourd'hui, il y a huit provinces canadiennes qui ont renouvelé des ententes sur le développement minéral, à l'exception du Québec.

• (1450)

Ma question est la suivante: Après plusieurs mois, est-ce que les négociations avec le gouvernement du Québec sont terminées? Dans l'affirmative, quand cette entente sera-t-elle signée dans le but de venir en aide au secteur minier de l'Abitibi-Témiscamingue et du Québec?

[Traduction]

L'hon. Jake Epp (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, le député a tout à fait raison de dire que nous avons maintenant signé des ententes de ce genre avec pratiquement toutes les pro-